

RADA IVEKOVIĆ

LE POUVOIR  
NATIONALISTE  
ET LES FEMMES

**Rada Iveković**, philosophe et indianiste, ancien professeur à l'Université de Zagreb, est actuellement enseignante de philosophie à l'Université de Paris-8. Outre livres et articles en serbo-croate, elle a publié notamment : *Orients: Critique de la raison postmoderne*, Paris, Noël Blandin, 1992; *Europe-Inde-postmodernité*, dir. par R. Iveković et Jacques Poulain, Paris, Noël Blandin, 1992; *Briefe von Frauen über Krieg und Nationalismus* (avec Biljana Jovanović, Maruša Krese, Radmila Lazić, Duška Perišić-Osti), Frankfurt a/M, edition suhrkamp, SV, 1993; *La Croatie depuis l'effondrement de la Yougoslavie*, dir. par R. Iveković, Paris, L'Harmattan, 1994; *La balcanizzazione della ragione*, Roma, manifestolibri, 1995.

## LE POUVOIR NATIONALISTE ET LES FEMMES\*

Le nationalisme est toujours misogyne, même s'il ne possède pas d'idéologie par ailleurs. Il fonctionne par l'exclusion de l'hétéronomie, de tous les «autres», la femme étant l'une des figures de l'autre les plus répandues dans tout patriarcat. De manière singulière, la misogynie et l'exclusion des femmes, plutôt que d'être un produit du système, le fonde. Le nationalisme n'est que l'expression d'un sentiment politique, plus ou moins défensif ou offensif (car, les deux aspects existent).

Pour analyser ce processus, il faut clarifier quelques termes.

– Dans mon analyse, le nationalisme et la guerre ne sont que des cas extrêmes de la constitution d'un sujet (politique) souverain. Le mécanisme en est binaire. Ceci est un fait de la modernité occidentale. Le nationalisme, le chauvinisme, l'intégrisme, sont les promoteurs auto-gratifiants de l'ego qui définissent l'autre (groupe) comme «inférieur» et soi-même comme supérieur aux autres. Le but du sujet est d'éliminer ou d'exclure l'autre du pouvoir et de la représentation en le dominant. Ceci se fait en s'appropriant la fonction de représentation et d'universalisation. Un sujet se constitue donc dans et par une certaine violence. Cette violence est inscrite dans la figure de la représentation elle-même.

La violence consiste à projeter sur l'Autre tout ce que l'on rejette de soi, en faisant un archétype du mal. L'autre représente alors, il incarne, tout le refoulé négatif que le sujet porte en lui-même. La diabolisation de l'autre sert au blanchiment du même. Du coup, la violence est également dirigée contre la mixité. Par exemple, dans les «fantasmes de l'homme»<sup>1</sup>, on trouve tout un imaginaire du danger qu'il y a pour l'individu mâle ou pour la masculinité en tant que telle de *traverser* les frontières à la rencontre de l'autre, et aussi des mythes d'engendrement direct par le principe du pouvoir mâle, sans avoir à passer par le féminin. Il en résulte que le rapport des hommes et des femmes à la violence (constitutive du sujet) n'est pas le même.

– La violence est souvent sexuée, même quand elle n'est pas sexuelle, et elle évolue en dichotomie. Le terme subordonné est automatiquement pensé comme féminin et imparfait (représentable parce qu'insignifiant), et le terme dominant comme masculin et parfait (capable de représenter). Cette relation *précède* la réflexion, elle appartient à la pensée occidentale elle-même, au langage lui-même, elle va de soi, sauf à interroger spécifiquement l'inconscient.

\* Cet article reprend en partie l'argument de mon article *Guerre et violence sexuelle*, paru dans la revue «Lignes», 25, 1995 (pp. 218-222), R.I. Il a été prononcé au colloque d'Albi *Démocratie et représentation*, tenu les 19-20 novembre 1994, pour être ensuite publié dans le volume du même titre, *Démocratie et représentation*, sous la responsabilité de Michèle Riot-Sarcey, Paris, Eds. Kimé, 1995.

<sup>1</sup> Klaus Theweleit, *Männerphantasien*, Frankfurt-Basel, Strömfeld/Roter Stern, 1981.

Le mode de penser binaire a été entretenu, nourri, développé par notre tradition occidentale (globalisée par la modernité) au point d'en faire partie. Le modèle binaire se matérialise aussi dans les oppositions nationalistes et dans les guerres.

\* \* \*

Dans le bras-de-fer à propos de la représentation, il s'agit éventuellement de représenter l'autre (sinon de l'occulter), mais *surtout*, comme le démontre Geneviève Fraisse<sup>2</sup>, de ne jamais lui permettre de représenter si ce n'est lui ou elle-même, c'est à dire un cas particulier. C'est ici que réside la clé du problème. Les femmes peuvent être représentées, mais elles représentent plus difficilement. L'exclusion de la femme est d'emblée inscrite dans la représentation.

Il en va de même de l'universalisation, ainsi que, plus concrètement, de l'universalisme républicain (il exclut les femmes). N'est universalisable que le côté dominant d'une dichotomie. Ainsi, dans les mythes de refondation historique qui ont cours dans mes pays, apparaît la figure du père de la nation comme instance supérieure qui regroupe toutes les différences en les éliminant. Les gens s'y identifient en renonçant à leurs différences autres. Cependant, les femmes ne le font pas de la même manière, justement car elles sont ou ne sont pas représentées, sans toutefois avoir, elles, la fonction de la représentation. Autrement dit, elles n'ont pas la même généalogie. Rien ne prouve que l'asymétrie biologique justifie l'asymétrie sociale. La chose qui nous importe ici est l'identification, dans le nationalisme, avec la figure du père (de la nation), qui, en termes psychologiques, représente une régression (identification au parent, à l'origine). Cette identification régressive à une instance «aînée» signifie cependant pour les hommes la possibilité de refuge dans le même sexe, tandis qu'il représente, pour les femmes, le recours à l'autre sexe. Les femmes sont ainsi nécessairement à la fois fidèles et infidèles au symbole du père et à *leur représentation propre d'elles-mêmes*. Les femmes incorporent la contradiction à la fois physiquement et socialement.

Il est permis de battre, violer, et d'anéantir ceux (celles) qui ne représentent personne, justement parce qu'ils (elles) ne représentent personne, et n'ont aucune instance auprès de laquelle se plaindre. Cette violence est invisible parce que l'autre n'a pas, dans ce contexte, tout à fait le statut d'un sujet dominant. La violence est *constitutive* du sujet dominant qui, par elle, se fortifie et se construit. Le système de la représentation peut soit se retourner contre les femmes, soit leur être favorable (ou l'être à tout autre groupe social plus faible), selon celui qui joue le rôle de représentant et selon sa façon de jouer ce rôle. Pour les femmes, la représentation signifie aussi, toujours (et *a priori*), être co-représentées en dissymétrie, et donc l'inclusion plus que l'exclusion. Selon la figure de l'universel et du particulier où l'universel revêt la forme du modèle dominant, le féminin n'apparaît qu'une fois (en tant que particulier) là où le masculin apparaît deux fois subrepticement (une fois en tant que particulier, et une seconde fois en tant qu'universel). C'est à dire que le modèle dominant est considéré être neutre et universel:

universel :	homme
	=
particulier :	homme et femme

<sup>2</sup> Geneviève Fraisse, *La souveraineté limitée des femmes*, in «Libération», 14 juin 1994, p. 19, et *Quand gouverner n'est pas représenter*, «Esprit», mars-avril 1994.

En effet, *le modèle dominant (ici, homme) est représenté deux fois: une première fois, il se représente lui-même, et une autre fois il représente soi-même ainsi que l'autre*: les femmes sont représentées, car leur différence (leur spécificité) tout en étant très voyante, est une différence négative, méprisée, négligeable, et donc facilement couverte par la seule différence qui l'emporte, celle qui se constitue comme universel(le) et donc capable de représentation.

La constitution du sujet souverain (politique, mais pas seulement) se fait aussi par la représentation. N'est pas sujet (dans le sens traditionnel) celui/celle qui ne peut représenter soi-même et les autres. Ainsi le sujet dominant envahit-il la scène tout entière, pour ne pas la partager avec d'autres. N'oublions pas que la représentation est aussi bien une figure politique qu'une figure esthétique.

Bien que le sexuel puisse sembler instrumental pour le national, il ne fonde et *structure* pas moins l'idée de pureté nationale qui, en dernière analyse, apparaît comme sexuelle et sexuée. Les grandes idées sont organisées de telle sorte qu'une image féminine «incarne» symboliquement *une activité ou un idéal mâle* (Liberté, Justice, Nation, Sagesse, etc.). C'est une figure morte. Elle n'incarne pas une expérience féminine mais une expérience et représentation mâles.

Ces dernières années dans les pays de l'Est, le nationalisme montant et la guerre ont fait faire marche arrière de quelques décennies aux femmes. L'homogénéisation des masses se fait entre-autre par le consensus de la misogynie. C'est comme si la misogynie servait de coup d'envoi et d'agent mobilisateur. Il y a eu un nouveau *consensus sur l'exclusion des femmes* entre les nationalistes et les progressistes, y compris nos collègues les intellectuels. C'est même le seul consensus possible, d'autant plus précieux pour les deux côtés, qu'il est recherché. La régression subie par les femmes dans les pays ex-socialistes a été succinctement résumée ainsi par Sabrina Petra Ramet:

1) un déclin statistique significatif de la représentation des femmes dans les positions politiques et administratives; 2) l'interdiction [graduelle, N. de R.I.] de l'avortement; 3) la liquidation des services sociaux destinés aux femmes; 4) la promotion active (par les églises en premier lieu) de valeurs «traditionnelles», patriarcales, décrétant que la vie d'une femme doit tourner autour de *Kinder, Küche, Kirche* (enfants, cuisine, église); et 5) une diabolisation des féministes et du féminisme, explicitement et implicitement<sup>3</sup>.

Le nouveau consensus post-socialiste sur l'exclusion des femmes repose la question des priorités sociales: la place du féminin arrive en dernier, à ceci vient s'ajouter la tache aveugle des hommes qui, dès avant ces événements, considéraient déjà les questions de l'égalité des sexes comme secondaires et insignifiantes. Ainsi l'idéologie nationale réduit les femmes aux seuls instruments de reproduction de la nation. Avec sa prétention à la vérité (nationale) suprême, le nationalisme contemporain s'oppose à la démocratie, au pluralisme culturel, à l'hétérogénéité des opinions, aux libertés individuelles, à l'expression d'une différence féminine ou de quelque autre minorité (surtout, des minorités nationales) etc., s'il n'incite pas directement à la guerre. Ce qui le rend plus pernicieux encore, c'est qu'il apparaît sous deux formes précises qui ne se recoupent pas toujours: d'une part en tant qu'idéologie d'Etat, de régime (il s'agit donc d'un Etat intolérant), et d'autre part en tant qu'idéologie assumée par la société (il s'agit ici d'une société intolérante).

Les femmes sont concernées par les deux, et ont à craindre les nouvelles législations. Mais elles sont aussi et surtout menacées par l'attitude d'une société intolérante à leur égard.

<sup>3</sup> Sabrina Petra Ramet, 'Triple Chauvinism' in the New Eastern Europe, in «Acta Slavica Japonica», T. XII, 1994, Sapporo, Japon, pp. 121-149.

Elles ne peuvent pas attendre à ce que les Etats défendent leur liberté (la liberté de tout individu) contre les extrémistes, voir le cas de Taslima Nasreen. Elle a eu plus peur, avec quelques bonnes raisons, des masses (de la «société») que des organes de l'Etat, quoiqu'un mandat d'arrêt ait été décrété à son égard. La preuve en est qu'elle est allée se «rendre» à la justice avant de s'exiler en 1994.

La mise à l'écart des femmes, qui suscite tant l'enthousiasme des masses en proie à l'hystérie nationaliste, produit dans le corps social des femmes une déchirure inouïe, plus forte que le clivage qui a toujours existé au sein des individus socialement désavantagés (et donc des femmes) et qui consiste à les diviser dans leur rapport au pouvoir. On demande paradoxalement aux femmes elles-mêmes de s'aligner sur la question de leur propre exclusion – sous peine d'exclusion. Ainsi des femmes, certaines femmes, se prennent au jeu: plutôt que d'être exclues violemment et sans nuances, elles tentent l'ajustement et l'inclusion en prêchant leur propre exclusion. L'inclusion par l'exclusion. On a pu voir récemment, en Turquie ou ailleurs, des femmes instruites et modernistes, partisans d'une certaine émancipation limitée des femmes, prôner le foulard et l'exclusion des femmes de la représentation. Une militante de ce curieux féminisme, tout en revendiquant l'éducation universitaire, le droit de vote (d'ailleurs acquis en Turquie depuis longtemps) etc. pour les femmes, disait à peu près ceci dans une émission d'Arte en novembre 1994 : «Si mon mari, mon fils, mon père, peuvent aller à l'assemblée nationale me représenter, mieux vaut que je n'y aille pas. Mais je voterai pour eux.» Ces femmes acceptent d'être représentées, et ne veulent pas pour elles-mêmes de la fonction de représentante. De leur vote, qui en principe leur donne le droit à la représentation dans les deux sens, elles soutiendront la limitation de principe (y compris dans la loi) de ce droit, de leur droit en tant que citoyennes. Et c'est en tant que citoyennes qu'elles acceptent et parfois prônent leur exclusion civique!

Le même paradoxe se produit dans mes pays. Il y a toujours des femmes prêtes à nuire consciemment à leur sexe et à une société des droits et des devoirs partagés. Elles substituent la représentation possible (qui n'a jamais été vraiment mise en marche pour les femmes) par une reconnaissance ambiguë. Celle-ci leur ouvre certaines portes (y compris auprès du pouvoir nationaliste) qui leur resteraient autrement fermées. Elles acceptent d'être les femmes-alibi, et acceptent de le devenir aux dépens des autres femmes, mais aussi au dépens du principe de l'égalité et de la démocratie.

Ceci est surtout possible du moment que nous ne savons pas très bien ce qu'est la démocratie. Certes, un processus, un idéal tout au plus. Mais la démocratie n'a jamais été imaginée pour tous, surtout pas pour les femmes. L'ont pourrait affirmer, au contraire, que l'exclusion des femmes est le principe même de la démocratie, qu'elle est la condition d'existence de l'Etat, qu'elle est la manière et le principe d'organisation de la société. Les démocraties «populaires» se sont effondrées, mais celle qui reste, la démocratie libérale, est loin de se rallier l'unanimité. Le concept de démocratie ne va pas de soi.

L'appropriation de la revendication universalisante et de la représentation récupérée par les «démocraties» justement, est le fait historique d'un sujet souverain à la fois occidental-nordique et masculin. C'est la globalisation de la modernité qui lui a décerné ce rôle, ou plutôt, il se l'est auto-prescrit avec sa «mission civilisatrice» moderne. Celle-ci consiste, entre-autre, à s'assujettir les «autres» en les pliant à sa temporalité propre. Ou bien, comme l'a précisé Françoise Collin, «la démocratie est incapable de penser le temps»<sup>4</sup>. Or, une temporalité privilégiée toujours un certain (type) de sujet, c'est-à-dire celui qui l'organise pour assurer sa propre autonomie. Le temps, bien sûr, dérange. Il dérange la notion de démocratie, la notion de liberté, la notion de vérité, puisqu'il détermine la perspective même.

<sup>4</sup> Exprimé par Françoise Collin au cours du colloque.

Ce qui a frappé les femmes plus que d'autres couches sociales dans les pays de l'Est de l'Europe après l'effondrement du mur de Berlin, c'est le grand saut en arrière qui est leur sort, après ce qui semblait être des acquis de l'histoire. Et bien, nous avons appris que rien n'est jamais acquis par l'histoire, et que l'on peut toujours tomber au dessous de son niveau. L'effondrement du socialisme réel nous a confronté à la nécessité de redéfinir les termes de base.

Les termes à redéfinir, et à redéfinir entre-autre par les femmes, conjointement avec les hommes, ce sont avant tout la démocratie, la citoyenneté, la représentation, l'universel, la nation, le droit, l'Etat, etc.